

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 8 DECEMBRE 2014

Le lundi huit décembre deux mille quatorze à dix-huit heures trente, les membres composant le Conseil Municipal de la ville d'Unieux se sont réunis en salle du Conseil Municipal sous la présidence de Monsieur Christophe FAVERJON, Maire, après avoir été convoqués en date du vingt-huit novembre deux mille quatorze, en application des articles L.2121.10 et L.2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents : MM et Mmes Christophe FAVERJON, René PERROT, Gisèle ARSAC, Christian ROUSSON, Corinne CABUT, Fabrice CORDAT, Djida OUCHAOUA, Fabrice MIALON, Juliette HAUW, Liliane MATRA, Monique FAURAND, Agnès PESTRE, Francis GOEPEL, Annie ARCHER, Pascal PEYRAT, Manuel DE-SA, Karine RICORT, Fabrice GARNIER, Véronique ROMEYER, Eddy BEYDON, Babette LUYA, Serge BROUILLAT, Laurence VERNET, Dominique VIALON-CLAUZIER, Frédéric BATTIE.

Pouvoirs déposés : Mme Nina MICHALSKI à M. Fabrice MIALON, Mme Monique FRANCHINI à Mme Babette LUYA, M. Michel DOUTRE à Mme Laurence VERNET, M. Bernard CHAPELON à M. Serge BROUILLAT,

Nombre de conseillers : 29 - Nombre de présents : 25 - Nombre de votants : 29

Désignation de secrétaire de séance : Mme Gisèle ARSAC

Décision du Maire au titre de l'article L 2122-22 du CGCT:

Les conseillers municipaux ont eu connaissance des décisions prises par Monsieur le Maire au titre de l'article L 2122 – 22 du CGCT.

Le compte rendu du précédent Conseil Municipal est approuvé à l'unanimité.

En préambule, Monsieur le Maire souligne sa volonté que tous les membres du Conseil municipal puissent travailler dans de bonnes conditions ainsi que son souhait d'informer de toutes les décisions prises ou sujets traités entre les séances du Conseil municipal.

Il rappelle l'intervention de Mme Luya lors du dernier Conseil municipal concernant le désir de son groupe de ne pas partager le local de travail avec l'autre groupe n'appartenant pas à la majorité municipale. À la suite de cette demande, Monsieur le Maire indique qu'un autre local sera mis à disposition pour son groupe avec tous les moyens informatiques afin de pouvoir travailler entre chaque séance du Conseil Municipal.

Monsieur le Maire souhaite soumettre au vote du présent Conseil municipal un point qui a fait l'objet d'un envoi complémentaire à l'ordre du jour du Conseil Municipal. **Le Conseil municipal accepte à l'unanimité** de délibérer sur le point suivant :

RECONDUCTION CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES/ ASSAINISSEMENT

Nous avons reçu le mercredi 3 décembre dernier la proposition de Saint-Étienne Métropole de prolonger d'une année la convention pour le fonctionnement du service Assainissement.

Le Conseil municipal par 23 voix pour et 6 abstentions (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet) décide d'accepter cette prolongation de convention, autorise Monsieur le Maire, ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à la signer et demande la pérennisation de cette convention à la fois pour des soucis de gestion de proximité et de qualité pour nos habitants, et aussi parce qu'une éventuelle non-prolongation de cette convention coûterait très cher aux Unieutaires.

1 - FIXATION DES TARIFS DE L'EAU - ANNÉE 2015

Suite à la commission gestion-finance du 20 novembre dernier, le Conseil municipal approuve par 23 voix pour et 6 contre (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet) la fixation du prix du M3 de l'eau à **1,90 €** hors taxes, ainsi que le barème du service des eaux et les tarifs des regards et bornes compteurs d'eau.

Prix de l'eau :

- pour la Commune de ÇALOIRE : (Prix d'achat eau à syndicat des Barrages et transport FIRMINY + 0,18 €)
- pour la Commune de SAINT-PAUL-EN-CORNILLON (Prix d'achat eau à SAINT ÉTIENNE + redevance prélèvement Agence Eau + 0,18 €)
- pour la commune de FIRMINY : (Prix d'achat eau à SAINT ÉTIENNE + redevance prélèvement Agence Eau + 0,18 €)

➤ Barème du service des eaux

- redevance pour frais de gestion (créée par délibération du 11.03.1979) : 21.00 € HT
- redevance pour location et entretien des compteurs (tarifs prévus par délibération du 22.09.1978) :

Diamètre compteur (mm)	Tarifs (H.T.)
• jusqu'à 20	13.60 €
• Entre 25 et 30	22.80 €
• 40	30.50 €
• 60	142.40 €
• 80	189.10 €
• 100	235.80 €

- Droit de mise en service 2015 d'un compteur : 32.30 € hors taxes (tarif prévu par délibération du 11.01.93).

- Robinets d'arrêt avant compteurs - matériel et pose

- Type simple : 21.15 € hors taxes

➤ Tarifs regards et bornes compteur d'eau : (Fourniture seule du matériel)

Regards	Tarifs (H.T.)
• Branchement de 25 mm	158.00 €
• Branchement de 32 mm	169.00 €
Regard double compteurs 25 mm	305.00 €
Regard triple compteurs 25 mm	417.00 €
Bornes	
• Branchement de 25mm	230.00 €
• Branchement de 32 mm	234.00 €

- Location poteaux incendie : 100 euros par an

2 – DÉCISIONS MODIFICATIVES 2014 : BUDGET COMMUNE ET EAU

Suite à la commission gestion-finance du 20 novembre dernier, le Conseil municipal approuve par 23 voix pour et 6 abstentions (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet) les décisions modificatives comme suit :

➤ **Budget Commune :**

DÉPENSES FONCTIONNEMENT

Comptes	Intitulés	Dépenses Nouvelles	Total
023	virement à section investissement	191 223,87	191 223,87
6811	dotations aux amortissements	359,20	359,20
6554	contributions aux organismes de regroupement	4 000,00	4 000,00
65748	autres organismes de droit privé	45 000,00	45 000,00
66111	intérêts réglés à l'échéance	6 100,00	6 100,00
	TOTAL	246 683,07	246 683,07

RECETTES FONCTIONNEMENT

Comptes	Intitulés	Recettes Nouvelles	Total
002	Excédent CA 2013 Reporté solde	246 683,07	246 683,07
	TOTAL	246 683,07	246 683,07

DÉPENSES INVESTISSEMENT

Comptes	Intitulés	Dépenses Nouvelles	Total
1343	PAE	50 000,00	50 000,00
1641	emprunts	1 500,00	1 500,00
2181	installations générales, agencements et aménagements divers	15 467,42	15 467,42
2313	constructions	36 000,00	36 000,00
2313	constructions	42 000,00	42 000,00
2313	constructions	moins 15 467,42	moins 15 467,42
23154	travaux de voirie	117 362,07	117 362,07
	TOTAL	246 862,07	246 862,07

RECETTES INVESTISSEMENT

Comptes	Intitulés	Recettes Nouvelles	Total
021	virement de la section de fonctionnement	191 223,87	191 223,87
28158	autres installations, matériel et outillage	359,20	359,20
1384	autres subventions d'investissement commune	25 985,00	25 985,00
2313	construction	29 294,00	29 294,00
	TOTAL	246 862,07	246 862,07

➤ **Budget Eau :**

DÉPENSES INVESTISSEMENTS

Comptes	Intitulés	dépenses nouvelles
1641	emprunts en euros	1 500,00
2313	constructions	moins 241 035,43
2315	installations, matériels et outillage techniques	239 535,43
	TOTAL	0,00

3 - REVERSEMENT PAR LE BUDGET DE L'EAU AU BUDGET GÉNÉRAL AU TITRE DU REMBOURSEMENT DES FRAIS DE PERSONNELS

Monsieur le Maire rappelle que le personnel affecté au service de l'eau fait l'objet d'une prise en charge par le budget général et qu'en contrepartie, il est reversé par le budget de l'eau le montant correspondant au remboursement de ces frais de personnels. Monsieur le Trésorier a souhaité attirer l'attention de la commune sur l'absence de pièces justificatives d'une telle dépense par le budget de l'eau et sollicite à cet effet que soit prise une décision fixant ainsi le montant du reversement correspondant au remboursement des frais de personnels. **Le Conseil municipal décide à l'unanimité** de fixer pour l'exercice budgétaire 2014 le montant de ce reversement à la somme de 114 330 euros correspondant au montant des frais réels de personnels affectés au service de l'eau et approuve que ce remboursement soit imputé au compte 6411 au budget annexe et au compte de recette 6419 du budget Général (compte « atténuation de charges »), présentant l'avantage de neutraliser l'impact des frais de personnel.

4 - SUBVENTIONS D'ÉQUILIBRE VERSÉES PAR LE BUDGET GÉNÉRAL AU BUDGET CULTURE

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil municipal la demande de Monsieur le Trésorier du Chambon Feugerolles de pouvoir justifier des sommes allouées au budget Culture par le budget Général suivant la règle sur les pièces justificatives s'appliquant mutatis mutandis aux opérations entre budgets. Aussi, et pour répondre à la sollicitation de Monsieur le Trésorier, **le Conseil municipal approuve à l'unanimité** les montants de subventions versées par le budget Général au budget Culture pour l'exercice budgétaire 2014 comme suit :

- Subvention de fonctionnement : 85 000.00 euros
- Subvention d'investissement : 79 224.26 euros.

5 - DÉMATÉRIALISATION DES PIÈCES COMPTABLES – CONVENTION D'ADHÉSION POUR LE PASSAGE AU PROTOCOLE D'ÉCHANGE STANDARD (PES V2)

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que les collectivités devront d'ici le 1^{er} janvier 2015 appliquer le Protocole d'Échange Standard (PES V2) concernant les échanges avec les services de la Trésorerie. En effet, l'arrêté du 3 août 2011 modifiant l'arrêté du 27 juin 2007 portant application de l'article D.1617-23 du Code général des collectivités territoriales relatif à la dématérialisation des opérations en comptabilité publique prévoit que toute collectivité souhaitant dématérialiser tout ou partie de ses documents comptables et financiers devra obligatoirement, à partir du 1^{er} janvier 2015, adopter la version 2 du protocole d'échange standard (P.E.S.) du progiciel de gestion Hélios de la direction générale des finances publiques (D.G.F.I.P.).

Ce protocole permet la dématérialisation complète des documents comptables (titres, mandats, bordereaux) ainsi que des pièces justificatives, et la signature électronique des pièces comptables.

Pour la commune, il a été fait le choix de procéder par étape au passage au PES V2, en permettant dans un premier temps la dématérialisation uniquement des titres et des mandats. Parallèlement à cette étape, il sera engagé une phase test pour la dématérialisation des pièces justificatives (factures, délibérations...) nécessitant une réflexion sur la réorganisation du travail en interne et de ses circuits de traitement et de collecte des informations. **Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité** la convention pour le passage PES V2 avec la trésorerie du Chambon-Feugerolles, et autorise Monsieur le Maire, ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à la signer.

6 – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

➤ Filière Technique

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité l'adjonction d'un poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe à Temps Non Complet 30 heures hebdomadaires.

- Titularisation d'un agent en poste au Service Cinéma-Animation. Effet au 1^{er} janvier 2015.

7 - CONVENTIONS AVEC LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA LOIRE - ADHÉSION AU SERVICE SANTÉ AU TRAVAIL ET ADHÉSION AUX SERVICES HYGIÈNE ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

➤ Convention d'adhésion au service santé travail :

Monsieur le Maire rappelle en préambule que le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Loire est tenu d'accomplir soit des prestations obligatoires pour le compte de toutes les collectivités et établissements publics qui lui sont affiliés, soit des prestations facultatives au profit des collectivités ou établissements publics de la Loire. La loi du 26 janvier 1984 modifiée par la loi du 19 février 2007 autorise le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Loire à créer des services de médecine préventive ou des services de prévention des risques professionnels, qui sont mis à la disposition des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande. Dans la continuité de la démarche entreprise par la commune pour bénéficier de ce service, **le Conseil municipal approuve à l'unanimité** le renouvellement de l'adhésion de la commune à ce service optionnel et de conclure à cet effet une nouvelle convention pour une durée de trois ans avec effet au 1^{er} janvier 2015, la commune pouvant la dénoncer avec un préavis de six mois. La cotisation annuelle due au titre de ce service est fixée pour l'exercice 2015 à la somme de 85 euros par agent et sera revalorisée annuellement au 1^{er} janvier de chaque année par le Conseil d'Administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Loire.

➤ Convention d'adhésion aux services hygiène et sécurité au travail :

Monsieur le Maire expose que la commune bénéficie également d'un accompagnement du CDG 42 dans sa démarche de prévention des risques professionnels. Le CDG42 a souhaité améliorer son offre en la matière. Une nouvelle convention doit être signée, annulant et remplaçant celle conclue en date du 20 septembre 2004 prenant effet au 1^{er} janvier 2005. Il est rappelé que ces services se déclinent en trois prestations : « information et conseil en prévention », « Inspection hygiène et sécurité » et « Assistance individualisée en prévention ». Les deux premières prestations sont des missions obligatoires dès lors que la commune a conventionné avec le CDG 42. La prestation « Assistance individualisée en prévention » reste facultative, la commune pouvant faire appel aux chargés de prévention en fonction de ses besoins. Le coût annuel du service (hors prestation facultative) s'établit suivant un barème fixé comme suit : prestation « Information et Conseil » forfait annuel de 50 € - Prestation obligatoire « Inspection hygiène et sécurité » avec mission d'inspection avec rapport : 564 € (1/2 journée) et 1000 € (1 journée) – Mission obligatoire de participation au CHSCT : 226 €.

Ceci exposé, **le Conseil municipal approuve à l'unanimité** les conventions à intervenir avec le CDG 42 pour les prestations évoquées ci-dessus et autorise Monsieur le Maire, ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à les signer.

8 - SUBVENTIONS ASSOCIATIONS SPORTIVES 2015

Le Conseil Municipal à l'unanimité, décide d'allouer à chacune des associations sportives un acompte sur leurs subventions 2014 dont le montant figure au tableau ci-dessous :

(Les élus membres à titre personnel dans une association ne participant pas au vote pour l'association dont ils font partie)

ASSOCIATIONS	POUR MÉMOIRE SUBVENTION 2014	SUBVENTION 2015 (augmentation de 2 %)	Déduction trop-perçu 2014	ACOMPTE : 75 % pour les associations dont le montant de la subvention 2015 est supérieur à 1000 € et la totalité pour les associations dont la subvention est inférieure à 1000 €
ALSU	3 169	3 232		2 424
ARC EN CIEL	8 269	8 434		6 325
AS SAMPICOT	254	259		259

ARTS MARTIAUX	6 678	6 811			5 108
BCU	10 923	11 141			8 355
BOULE DU COQ	254	259			259
ASS SPORTIVE COLLÈGE BOIS DE LA RIVE	709	723			723
FRANCE JOYEUSE	254	259			259
GYM ANATOLE FRANCE	1 976	2 015			1 511
GYM VAL RONZIERE	1 057	1 078			808
GOSHINDO	254	259	-73	186	186
OCO	11 452	11 681			8 760
PLCQ	1 313	1 339	-925	414	414
SBHV	290	296			296
TAI-CHI CHUAN	339	345	-90	255	255
TENNIS CLUB	16 959	17 298			12 973
UFOR	11 235	11 460	-2375	9 085	6 813
UTA	2 501	2 551			1 913

Le Conseil Municipal à l'unanimité, décide d'allouer une subvention de 15 euros par licence pour la saison 2014/2015 et approuve les montants de subvention en fonction du nombre d'enfants concernés comme suit :

(Les élus membres à titre personnel dans une association ne participant pas au vote pour l'association dont ils font partie)

ASSOCIATIONS	NOMBRE D'ENFANTS	TOTAL SUBVENTION
ARC EN CIEL	58	870
ARTS MARTIAUX	49	735
BASKET CLUB	61	915
ASS SPORTIVE COLLÈGE DU BOIS DE LA RIVE	73	1095
OLYMPIC CLUB ONDAINE	48	720
TENNIS CLUB	71	1065
UNIEUX FIRMINY ONDAINE RUGBY	32	480
TIR A L'ARC	5	75

9 - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA LOIRE AU TITRE DU DISPOSITIF « AIDE AU DÉPART EN CLASSE DÉCOUVERTE »

L'école élémentaire du Val Ronzière organise deux classes découvertes au centre d'accueil « La Traverse » au Bessat, une sur la période du 11 au 13 mai 2015 pour la classe de CM2, et la deuxième sur la période du 26 au 28 mai 2015 pour la classe CM1/CM2. La participation de la Ville s'élève pour ces deux séjours à 1 140 euros. **Le Conseil municipal approuve à l'unanimité** la demande de subvention auprès du Conseil général pour l'organisation de ces deux classes découvertes au titre du dispositif « Aide au départ en classe découverte ».

10 - CONVENTIONS DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX AU PROFIT DE DIVERSES ASSOCIATIONS D'UNIEUX

Monsieur le Maire expose que l'occupation de locaux par les associations donne lieu à la passation de conventions. À cet effet, **Le Conseil municipal approuve à l'unanimité** les conventions à intervenir et autorise Monsieur le Maire ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à signer les conventions avec les associations suivantes :

- Association « Unieux Molière Scrabble » pour laquelle la commune met à disposition la salle de l'ancienne amicale laïque de la Croix de Marlet tous les mercredis soirs de 20 h à 22 h,
- Amicale Laïque et Sportive d'Unieux – Section « Théâtre » pour laquelle la commune met à sa disposition la salle verte de la maison de quartier les jeudis de 19h30 à 21h30 et la salle de la Croix de Marlet les lundis de 19h30 à 21h30.

Il est précisé que ces conventions sont conclues à titre gratuit, pour une durée d'une année, renouvelables par tacite reconduction pour la même durée.

11 - CONVENTION ENTRE LA VILLE D'UNIEUX ET LE CCAS

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal que le Centre Communal d'Action Sociale est un établissement public administratif de la ville d'Unieux, en charge d'animer et de coordonner l'action sociale municipale. Ses compétences sont régies par le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L 123-4 et L 123-5, ainsi que dans le cadre du décret n° 95-562 du 6 mai 1995 précisant ses attributions. Dans le respect du principe d'autonomie de cet établissement et dans l'intérêt d'une bonne organisation des services, la Ville d'Unieux s'engage toutefois à apporter son concours au CCAS pour lui donner les moyens de tenir pleinement son action dans ses domaines de compétences. De manière à formaliser les liens fonctionnels existant entre le CCAS et la Ville d'Unieux, et à justifier des concours apportés par la commune au CCAS et des sommes remboursées à ce titre, il est opportun d'établir une convention. Celle-ci a vocation à préciser les concours et moyens apportés par la Ville d'Unieux au fonctionnement du CCAS ainsi que les modalités de calcul de ces concours et de leur remboursement par le CCAS à la Ville d'Unieux, sachant que le CCAS rembourse en frais réels les frais de fonctionnement du bâtiment pôle de service (les charges générales - électricité, chauffage, eau et entretien des locaux - et les charges spécifiques - frais utilisation du photocopieur), ainsi que les frais concernant les charges du personnel (demi-poste d'agent catégorie A pour la direction - un poste d'agent rédacteur - un demi-poste d'agent d'accueil et un poste de référent d'insertion). **Le Conseil municipal approuve à l'unanimité** cette convention, et autorise Monsieur le Maire, ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à la signer.

12 - CONVENTIONS DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX ET DE MATÉRIELS AU PROFIT DU CENTRE SOCIAL D'UNIEUX

Monsieur le Maire expose que le Centre Social d'Unieux est amené à utiliser les salles de cantine des sites scolaires du Val Ronzière et de Côte-Quart ainsi que le matériel de restauration en vue d'assurer un accueil cantine pour les enfants inscrits au centre de loisirs. La salle de cantine de l'école de Côte - Quart sera utilisée par le Centre Social d'Unieux tous les mercredis midi pendant l'année scolaire en dehors des périodes de vacances, et pour la cantine de l'école du Val Ronzière tous les mercredis midi (y compris pendant les vacances scolaires) et tous les midis pendant la période des vacances. Il est proposé, pour chaque site occupé, de formaliser la mise à disposition à titre gratuit de ces locaux par une convention à intervenir avec le Centre Social, fixant les règles d'utilisation de la cantine et du matériel de restauration dans un principe d'utilisation partagée des lieux avec la cantine scolaire pendant la semaine.

Il est proposé également de régulariser une convention avec le Centre social d'Unieux pour les locaux se trouvant en rez-de-chaussée du bâtiment du Pôle de Service, ceux-ci étant utilisés pour permettre l'accueil des activités du Centre de loisirs pendant la période des vacances scolaires ainsi que tous les mercredis après-midi sur le reste de l'année, avec un accueil cantine à midi.

Le Conseil municipal à l'unanimité approuve ces conventions et autorise Monsieur le Maire, ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à signer les conventions avec le Centre Social pour la mise à disposition des locaux désignés ci-dessus.

13 - CONVENTION ENTRE LA VILLE D'UNIEUX ET SAUVEGARDE 42

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil municipal le souhait de l'association Sauvegarde 42 de pouvoir développer sur le territoire de la commune ses actions éducatives et plus particulièrement en direction des jeunes âgés de 12 à 25 ans en situation de fragilité ou en risque de marginalisation. Pour mener à bien cette action, la Sauvegarde 42 souhaite mettre en place des permanences hebdomadaires. Aussi, il est proposé de mettre à disposition de l'association une des salles situées au pôle de services. De manière à concilier cette permanence avec celle de la mission locale jeunes et à faciliter ainsi l'accès et le soutien des jeunes sur le territoire, il a été proposé par la Sauvegarde 42 de tenir ses permanences les jeudis après-midi de 13h30 à 15h. Ceci exposé, **le Conseil municipal approuve à l'unanimité** la convention de mise à disposition à titre gratuit d'une salle du pôle de services au profit de l'association Sauvegarde 42, pour une durée d'une année reconductible tacitement, et autorise Monsieur le Maire, ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à la signer.

14 - APPEL D'OFFRES «PRESTATIONS DES SERVICES D'ASSURANCE GARANTISSANT LES OBLIGATIONS STATUTAIRES DE LA COLLECTIVITÉ ENVERS SES AGENTS CNRAEL ET IRCANTEC»

(Décès, accident du travail, maladie professionnelle, longue maladie, maladie longue durée, maternité, maladie ordinaire).

Le contrat d'assurance statutaire du personnel d'une durée de trois ans, arrivant normalement à échéance au 1er janvier 2016, conclu avec le courtier VIGREUX pour le compte d'APREVA, a été dénoncé par APREVA par lettre recommandée en date du 20 juin dernier, avec effet au 1er janvier 2015. Aussi, la commune a lancé le 4 octobre 2014, une procédure d'Appel d'Offres ouvert en application des articles 26, 33, 57 et 59 du code des marchés publics, en vue de la conclusion d'un contrat de même durée.

Les plis ont été ouverts lors de la réunion de la Commission d'Appel d'Offres du lundi 1er décembre dernier afin de procéder à l'examen des candidatures.

Les offres ont été étudiées et notées selon différents critères définis par le règlement de la consultation, lors d'une seconde réunion de la Commission d'Appel d'Offres convoquée le lundi 8 décembre dernier.

Le choix de la Commission d'Appel d'Offres est porté à la connaissance du Conseil Municipal, le choix de la société retenue est GROUPAMA. **Le Conseil municipal approuve à l'unanimité** le marché à intervenir avec la société GROUPAMA et autorise Monsieur le Maire ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à signer toutes les pièces en découlant.

15 - APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LE SIDR ET LE CIAS POUR L'ACHAT DE GAZ

Un groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel et d'électricité entre la commune d'Unieux, le Syndicat Intercommunal des Rives et le Centre Intercommunal d'Action Sociale a été constitué par délibération en date du 13 octobre dernier.

La commune, coordonnateur du groupement, a lancé le 16 octobre 2014, une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 26, 33, 57 et 59 du code des marchés publics, en vue de la conclusion d'un contrat d'une durée de trois ans pour la fourniture et l'acheminement de gaz naturel pour les sites de la commune et du SIDR.

Les plis ont été ouverts lors de la réunion de la Commission d'Appel d'Offres du lundi 1er décembre dernier afin de procéder à l'examen des candidatures.

Les offres ont été étudiées et notées selon différents critères définis par le règlement de la consultation, lors d'une seconde réunion de la Commission d'Appel d'Offres convoquée le lundi 8 décembre dernier.

Le choix de la Commission d'Appel d'Offres est porté à la connaissance du Conseil municipal, le choix de la société retenue est GDF SUEZ. **Le Conseil municipal approuve à l'unanimité** le marché à intervenir avec la société GDF SUEZ et autorise Monsieur le Maire ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet à signer toutes les pièces en découlant.

16 - AMÉNAGEMENT DE LA PARTIE HAUTE DE LA RUE PENEL ET DU PARKING DE L'ÉCOLE

Saint-Étienne Métropole a prévu de réaménager la partie haute de la rue Penel suite à des travaux de réseaux humides et secs en cours. Parallèlement, la Commune d'Unieux a pour projet l'aménagement du parking situé entre la rue Penel et la rue Pierre Corneille, en contrebas de l'école élémentaire Jean Jaurès.

Ces deux opérations présentant des périmètres contigus et une unité de temps de réalisation, il semble opportun d'en confier la réalisation à un prestataire unique.

Pour permettre l'organisation de cette consultation commune, il est nécessaire de mettre en place un groupement de commandes, conclu en application des dispositions de l'article 8 du code des marchés publics, et de définir, par convention, les termes du partenariat entre les deux collectivités.

Les dépenses relatives à cette opération sont inscrites au titre du budget général de la commune.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité la réalisation de ce projet dans le cadre d'un groupement de commandes avec Saint-Étienne Métropole, autorise Monsieur le Maire ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet à signer toutes les conventions et pièces en découlant ainsi que de lancer les procédures de marchés correspondants.

17 - PRISE À BAIL PAR LA COMMUNE DE LA PARCELLE DE TERRAIN CADASTRÉE AS N°384 SITUÉE À L'ANGLE DES RUES PASTEUR – ANATOLE FRANCE

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil municipal les échanges qui ont eu lieu avec le propriétaire du terrain situé à l'angle des rues Pasteur/Anatole France cadastré sous la section

AS N° 384, afin d'envisager avec ce dernier, soit une cession à la commune de cette parcelle, soit une mise à disposition, en vue de valoriser ce terrain par la réalisation d'un aménagement public.

Monsieur VASSAL a émis le souhait de conserver la propriété de ce terrain, mais a donné toutefois son accord pour mettre à disposition de la commune ce dernier. **Le Conseil municipal approuve à l'unanimité** la régularisation de cette mise à disposition en concluant un bail emphytéotique devant notaire pour une durée de 20 ans non renouvelable; la commune en ayant sur cette durée l'entière jouissance pour y effectuer avec l'accord express de Monsieur VASSAL tout aménagement d'intérêt public (type parkings). Cette mise à disposition se fera moyennant le versement au jour de la signature du bail d'une redevance de 1000 euros couvrant la durée du bail. À l'effet de régulariser ce bail emphytéotique, **le Conseil municipal autorise également à l'unanimité** de désigner Me PAILHES afin d'établir cet acte et de procéder à sa publication auprès de la conservation des hypothèques, et autorise également Monsieur le Maire, ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à signer le bail.

18 - RÉTROCESSION À LA COMMUNE DE LA VOIRIE DU LOTISSEMENT « LE COTEAU DU VALLON »

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal la délibération prise en date du 16 décembre 2013 approuvant la cession à la commune de l'assiette foncière du lotissement « Le Coteau du Vallon », appartenant toujours à la société 2 C Aménagement. Il avait été précisé les parcelles concernées par cette cession. Or, il apparaît que la parcelle AM N° 452 n'appartient pas à la société 2 C Aménagement, mais à une personne privée. Aussi, **le Conseil municipal approuve à l'unanimité** l'apport cette précision à la délibération visée supra et d'exclure la parcelle en question des parcelles cédées par la société 2 C Aménagement. Il est précisé également que la société 2 C Aménagement sera représentée à l'acte authentique de vente par son notaire, Me COURTET, et qu'une somme de 500 euros sera versée par la société SAS 2C Aménagement au titre des frais d'établissement de l'acte de vente correspondant à un solde de compte détenu par l'étude de Me COURTET à son profit.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

M. De-Sa informe les membres du Conseil municipal qu'il a représenté Monsieur le Maire lors de la commission plan de développement du numérique de Saint-Étienne Métropole du 19 novembre dernier en présence des élus référents numériques de chaque commune et des techniciens de l'opérateur Orange. Il explique que l'opérateur a signé un AMII (Appel à manifestation d'intention d'investir) afin d'équiper d'ici 2020 en très haut débit internet les communes de Saint-Étienne Métropole.

Aujourd'hui, seule une partie des communes de Saint-Étienne et Saint-Chamond sont raccordées en fibre optique. Une étude va être réalisée en 2015, les communes concernées auront une année afin de se concerter et d'étudier les zones prioritaires. Le déploiement débutera en 2016 pour le raccordement en fibre optique de manière progressive pour les communes du Chambon Feugerolles, Firminy, Unieux et Fraisses.

Monsieur le Maire tient à souligner que le très haut débit arrivera progressivement à partir de 2016 et qu'Orange a confirmé son engagement d'équiper les communes de Saint-Étienne Métropole d'ici 2020.

Monsieur le Maire annonce qu'un éventuel Conseil municipal est programmé le 22 décembre à propos des emprunts toxiques, il a bon espoir de parvenir à un accord. Il informe qu'un dossier de fonds d'aide pour cet emprunt doit être déposé avant le 31 décembre. Monsieur le Maire rappelle son souhait de totale transparence et par conséquent, une commission gestion finances est prévue pour le 17 décembre à 18h en mairie afin de présenter l'éventuel accord avant la séance du Conseil municipal.

INTERVENTIONS ÉLUS RASSEMBLEMENT BLEU MARINE POUR UNIEUX

Intervention de Madame Dominique VIALON-CLAUZIER en préambule du conseil municipal.

« M. le Maire permettez-moi de rebondir sur votre attachement à favoriser notre implication. Je souhaite savoir si la commission du CCAS dont je suis membre s'est déjà réunie. À ce jour je n'ai jamais été convoquée »

Madame ARSAC déclare que toutes les convocations sont régulièrement envoyées, elle évoque un problème d'adresse mail. Elle a été, en effet, étonnée de cette absence.

Madame VIALON-CLAUZIER indique que les convocations des Conseils municipaux ainsi que les documents annexes lui parviennent sans difficultés.

Monsieur le Maire fait remarquer que ces documents parviennent via le secrétariat général ce qui n'est pas le cas des convocations CCAS.

Madame ARSAC indique à Madame VIALON-CLAUZIER qu'elle fera parvenir les ordres du jour ainsi que les comptes -rendus de ces commissions écoulées.

Point N° 17 Prise à bail par la commune de la parcelle de terrain cadastrée AS n°384 située à l'angle des rues PASTEUR – Anatole FRANCE : intervention de Frédéric BATTIE.

« Pouvez-vous nous préciser le type d'aménagement de cette parcelle » ?

M. le Maire indique que ce sera un parking, aménagé après concertation avec les usagers du gymnase, des commerçants du secteur. Car il y a une forte demande des commerçants.

Suite à un contact avec la liste « Rassemblement Bleu marine pour Unieux », j'ai ajouté « in extenso » le texte qu'ils ont souhaité joindre, bien qu'il contienne nos réponses à leurs questions. Parce que ces réponses sont reproduites fidèlement et exceptionnellement parce que le règlement intérieur dans son article 20 peut porter à interprétation. Dans ce règlement, lorsqu'il est indiqué « ...un résumé de ses interventions et réponses... », il s'agit bien des réponses des groupes n'appartenant pas à la majorité.

Dans les prochains comptes rendus, c'est cette règle qui sera appliquée.

Fait à Unieux,
le 16 décembre 2014.

Le Maire,
Christophe FAVERION.

